

Mot du rédacteur

CE 13^E NUMÉRO DE *L'Observateur international de la productivité* du Centre d'étude des niveaux de vie renferme cinq articles. À la différence du dernier numéro sur le rapport « Dix ans après la Commission Boskin », celui-ci a une forte saveur canadienne. Les sujets traités sont : l'analyse comparative de la performance économique canadienne; les politiques d'amélioration de la croissance de la productivité au Canada; les écarts dans les heures travaillées entre le Canada et les É.-U.; l'incidence des termes de l'échange sur le Canada; et la mesure des résultats et de la productivité de l'administration publique.

Il est toujours utile que les Canadiens considèrent la perspective de non-Canadiens sur les défis auxquels fait face le pays. Dans le premier article, **Jean-Philippe Cotis**, économiste en chef à l'OCDE, présente une telle perspective en comparant la performance économique du Canada à celle d'autres pays de l'OCDE et en analysant les obstacles aux réformes structurelles. Il constate que le Canada est souvent l'un des meilleurs de la classe mais note qu'il y a des secteurs où nous pourrions faire mieux.

Selon Cotis, le retard qu'accuse la croissance de la productivité est la plus grande faiblesse économique du Canada. Tout en reconnaissant les forces du Canada, à savoir le peu d'obstacles à l'entrepreneuriat, les niveaux élevés de scolarité et la souplesse du marché du travail, il précise les obstacles qui freinent notre productivité : l'imposition de l'investissement, la concurrence limitée sur le marché des produits et les restrictions à l'investissement étranger.

Cotis affirme que les politiques publiques ont pour but d'améliorer le bien-être et non de faire augmenter le PIB par habitant, et dans ce contexte, les préférences normatives de ce qu'est une bonne société doivent être intégrées à l'analyse économique. À cette fin, il élabore le concept « d'efficacité instrumentale », selon lequel les politiques devraient être établies à la frontière de l'efficacité en tenant compte des préférences normatives d'une société.

Les façons d'améliorer la performance de la productivité de l'économie canadienne sont au cœur du débat sur la politique économique de ce pays. Dans le deuxième article, **Don Drummond**, économiste en chef au Groupe financier TD et ancien haut fonctionnaire à Finances Canada, présente ce qu'il appelle le manifeste des économistes pour le sauvetage de la productivité canadienne. Drummond cerne 17 secteurs de politique publique où les économistes semblent s'entendre pour une large part sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la productivité.

Les actions stratégiques clés proposées incluent : réduire encore le ratio de la dette fédérale sur le PIB; continuer de soutenir le libre-échange international; supprimer les barrières commerciales interprovinciales; promouvoir la concurrence en supprimant les restrictions à la propriété étrangère; éliminer les mesures dissuasives du travail associées à l'assurance-emploi; atténuer le fardeau de la réglementation; réduire le taux d'imposition du capital et augmenter les taxes à la consommation; réformer l'administration du système d'immigration; réinvestir dans les infrastructures clés et dans l'éducation.

Les niveaux de revenu par habitant plus bas du Canada par rapport à ceux des États-Unis ne découlent pas seulement des niveaux de productivité du travail plus bas mais aussi du nombre d'heures travaillées par salarié moins nombreuses. Dans le troisième article de ce numéro, **Alberto Isgut**,

Lance Bialas et **James Milway** de l'Institute for Competitiveness and Prosperity constatent un écart annuel de 157 heures travaillées par salarié entre les États-Unis et le Canada durant la période 1997-2004, et présentent une étude détaillée des facteurs expliquant cette différence.

Ils indiquent que, pour une semaine donnée, 8 % des salariés canadiens sont absents du travail pour cause de vacances, maladie, raisons personnelles et familiales, en comparaison de 4 % des salariés des É.-U. Cela représente plus de 40 % de l'écart annuel des heures travaillées. Ils soulignent aussi que la plus grande part de salariés au Canada travaillant à temps partiel, et donc travaillant moins d'heures par semaine que les salariés à plein temps, représentent plus du quart de l'écart. Le travail à temps partiel involontaire plus important figure pour la majeure partie de l'incidence plus élevée du travail à temps partiel au Canada. Selon une perspective comportementale, les auteurs constatent que l'écart annuel des heures travaillées entre le Canada et les É.-U. s'explique en grande partie par la nature moins robuste de l'économie canadienne (taux de chômage plus élevé et PIB par habitant plus bas) et par des normes de travail plus élevées et, dans une moins large mesure, par le taux de syndicalisation plus élevé. L'imposition plus forte du revenu personnel a joué seulement un rôle marginal.

Il est largement admis que, à long terme, la croissance de la productivité est la seule source durable de gains du revenu réel mais, à court et moyen termes, l'amélioration des termes de l'échange ou des gains commerciaux contribue fortement à la croissance du revenu. Dans le quatrième article, **Ulrich Kohli**, économiste en chef à la Banque nationale suisse, présente une analyse rigoureuse des gains commerciaux et des estimations de leur importance pour l'économie canadienne de 1981 à 2005.

Kohli calcule les gains commerciaux en corrigeant le PIB nominal par l'indice des prix intérieurs, qui exclut les prix à l'exportation, et non

par le déflateur du PIB. Dans la période 2002-2005 où les augmentations des prix à l'exportation ont largement surpassé celles des prix à l'importation, il souligne que le RIB réel au Canada a progressé de 13,4 % par rapport à seulement 8,2 % pour le PIB réel, une différence de 4,8 points. Toutefois, entre 1981 et 2005, le RIB réel a dépassé le PIB réel par seulement 0,1 point par année.

La mesure de la production réelle de l'administration publique représente le talon d'Achille du Système de la comptabilité nationale (SCN). L'approche conventionnelle est de déflater la valeur nominale des intrants par le prix des intrants afin d'obtenir une mesure réelle de la production de l'administration publique où la croissance de la productivité est par définition de zéro. Face à cette situation insatisfaisante, la révision du SCN de 1993 a proposé que les organismes statistiques élaborent des mesures directes de production de l'administration publique. Dans les années 90, le gouvernement du R.-U. a effectivement adopté de telles mesures directes, non sans problème. La croissance de la productivité, au lieu d'être zéro, est devenue négative dans certains services publics. En 2003, le gouvernement du R.-U. a confié à **Sir Anthony Atkinson** le mandat d'étudier la question de la mesure de la production de l'administration publique. Son rapport, *Measurement of Government Output and Productivity for the National Accounts*, connu sous le nom de Rapport Atkinson, a été publié en 2005.

Dans le cinquième et dernier article, **Aled ab Iorwerth**, de Finances Canada, présente le Rapport Atkinson, examinant en détail les questions relatives à la mesure de la production de l'administration publique. Il souligne que seulement 7 % de la production de l'administration publique au Canada sont mesurés directement, ce qui contraste avec un nombre de pays européens où plus de la moitié de la production de l'administration publique est mesurée de cette façon. Il conclut qu'il est nécessaire d'élaborer de meilleures mesures de la production de l'administration publique pour le Canada.